

L'Autorité palestinienne demande 680 millions de dollars aux États-Unis pour aider à assurer la sécurité

Description

La délégation américaine a exprimé sa satisfaction quant à la campagne menée contre Jérusalem et s'est engagée à fournir des véhicules blindés et des munitions.

Par Sean Mathews, le 6 janvier 2025



Un membre des forces de sécurité palestiniennes près du camp de réfugiés de Jérusalem, au nord de la Cisjordanie occupée, le 18 décembre 2024 (Jaafar Ashtiyeh/AFP).

L'Autorité palestinienne (AP) a demandé aux États-Unis d'approuver un plan de 680 millions de dollars sur quatre ans pour renforcer l'entraînement de ses forces spéciales et augmenter son stock de munitions et de véhicules blindés. C'est ce qui a été vu au Middle East Eye par une source américaine et une source proche de l'AP.

La demande a été faite à la mi-décembre lors d'une réunion avec des responsables américains de la sécurité au Ministère de l'Intérieur de l'AP à Ramallah, en Cisjordanie occupée.

Lors de cette réunion, les responsables de la sécurité de l'AP ont exprimé leur frustration face à ce qu'ils considéraient comme un manquement des États-Unis à leurs engagements envers l'AP, à savoir le réapprovisionnement en armes et la formation de forces spéciales.

« Les responsables de l'Autorité ont demandé lors de la réunion que leurs besoins en véhicules blindés et en munitions soient satisfaits de toute urgence, compte tenu de la difficulté des affrontements et de leur incapacité à résoudre la situation dans le camp de Jérusalem », a déclaré une source MEE.

Ils se sont également plaints que les États-Unis n'aient pas encore approuvé le financement des travaux de rénovation des prisons de Bethléem et de Naplouse en Cisjordanie occupée.

La réunion a eu lieu tandis que la [campagne de répression](#) de l'AP continue à Jérusalem, contre les résistants palestiniens du Hamas et du Jihad islamique palestinien. Les combats dans cette ville du nord de la Cisjordanie, longtemps un bastion de la résistance palestinienne, ont tué au moins huit personnes, selon [les](#) médias locaux.

Un ancien responsable du renseignement américain a déclaré à MEE que la demande de l'AP pour des financements et des armes supplémentaires était logique car les États-Unis font

pression sur l'AP depuis des mois pour qu'elle intensifie ses opérations de sécurité en Cisjordanie occupée.

L'Autorité Palestinienne est critique de la façon dont l'administration Biden planifie l'après-guerre sur la Bande de Gaza, totalement détruite.

Depuis l'été, les États-Unis tentent de renforcer la coordination avec l'AP. Un think-tank composé d'anciens fonctionnaires américains a même présenté un plan visant à placer la coopération avec les forces de sécurité de l'AP sous la responsabilité du Centcom, [un rapport MEE](#) précède.

« Pas une relation très heureuse »

Selon les médias israéliens, le Général Michael Fenzel, Coordinateur américain de la sécurité (USSC) pour Israël et l'AP, a rencontré des responsables de l'Autorité Palestinienne et a examiné leur préparation du raid contre Jérôme.

Les États-Unis fournissent une aide à la sécurité à l'AP depuis les années 1990. Après la seconde Intifada, ils ont créé l'USSC pour former ses forces de sécurité. Si le bureau de Jérusalem est rattaché au Département d'État américain, ce sont les agences de renseignement américaines et le Département de la Défense qui ont les contacts les plus réguliers avec les forces de l'AP.

« Ce n'est pas une relation heureuse », confiait William Usher, un ancien officier de la CIA basé en Israël. « Elle a peu de profondeur. Elle a été réduite à une relation de sécurité ».

Ce qui complique la demande d'armes américaines par l'AP, c'est qu'Israël peut opposer son veto à l'aide à la sécurité fournie. Selon Axios, les États-Unis ont demandé à Israël d'approuver le programme d'aide en décembre.

L'administration Trump précédente avait réduit ses liens avec l'AP et aujourd'hui, d'anciens responsables de la sécurité américaine doutent que Trump, à la reprise de ses fonctions fin janvier, fasse pression sur Israël afin qu'il approuve cette aide.

Fracture Fatah et Hamas

L'AP est née des négociations de paix d'Oslo au début des années 1990. Ses dirigeants sont issus de l'Organisation de libération de la Palestine, qui a mené une lutte contre Israël pendant des décennies. En échange d'une autonomie limitée en Cisjordanie et à Gaza, l'OLP a reconnu le droit d'Israël à exister et a renoncé à la résistance armée.

L'AP est dominée par le parti palestinien laïc, le Fatah. En 2007, des combats ont éclaté entre le Fatah et le Hamas islamiste après que ce dernier a porté au pouvoir lors des élections législatives palestiniennes de l'année précédente. En fin de compte, le Hamas a consolidé son autorité sur Gaza et le Fatah sur la Cisjordanie occupée. Les efforts visant à concilier les deux parties ont échoué.

Pour les Palestiniens de Cisjordanie, l'AP est largement considérée comme inefficace, corrompue et comme un collaborateur israélien.

Après avoir renoncé à la résistance armée contre Israël, l'AP n'a pas été en mesure de proposer une solution politique et un État palestinien indépendant, tandis que le nombre de colonies illégales en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est a explosé.

Lorsque les accords d'Oslo ont été signés, environ 250 000 colons vivaient en Cisjordanie occupée. Ce nombre est passé à près de 700 000 aujourd'hui, y compris dans la partie occupée de Jérusalem-Est, que beaucoup considèrent comme la capitale d'un futur État palestinien.

Israël mène régulièrement des raids unilatéraux en Cisjordanie occupée, y compris dans la zone A, pourtant créée pour être strictement sous le contrôle de l'AP. Israël a construit un système tentaculaire de barrières et un réseau de checkpoints que les Palestiniens doivent franchir au quotidien, réduisant à néant tout semblant de liberté de circulation dans le territoire nominale ment placé sous le contrôle de l'Autorité Palestinienne.

Sean Mathews est journaliste pour Middle East Eye. Il écrit sur les affaires, la sécurité et la politique. Il couvre le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et les Balkans. Il est joignable à l'adresse suivante : sean.mathews@middleeasteye.org

Traduction : DD pour l'Agence Média Palestine

Source : [Middle East Eye](#)

date créée
2025/01/13